



De l'invention du social à la ville assiégée. Entretien avec Jacques Donzelot

[en] From the promotion of the social to the city under siege: an interview with Jacques Donzelot

César Rendueles Menéndez del Llano; Sergio García García

Jacques Donzelot, professeur à l'Université Paris X Nanterre, s'est fait connaître en 1977 après la publication de «La police des familles», un essai à forte empreinte foucaultienne qui suivait la trace des origines des politiques sociales de l'Etat depuis la philanthropie du XIX^e siècle et d'autres projets historiques de contention du conflit social. Depuis cette perspective, les initiatives hygiénistes auraient joué un rôle essentiel dans la faillite des modèles traditionnels de famille basés sur l'autorité patriarcal et sur l'établissement de nouvelles formes de lien social individualisatrices, susceptibles de gérer de façon rationnelle à partir de différentes instances cliniques, politiques, éducatives ou mercantiles. Son second travail, «L'invention du social» (1984), prolongeait ce trajet moyennant une généalogie de l'attribution à l'Etat d'un rôle social qui l'habilitait à construire un exosquelette de solidarité collective que limite les affrontements ayant trait au nouvel ordre salarial qui traversent la société moderne. Par contre, à partir des années quatre-vingt, son intérêt se focalise sur les politiques urbaines et les conflits émergents dans le contexte de la crise de l'Etat keynésien et l'essor de la globalisation néolibérale, avec des essais tels que «L'État animateur: essai sur la politique de la ville» (1994, en collaboration avec Philippe Estèbe), «Faire société: la politique de

la ville aux Etats-Unis et en France» (2003, en collaboration avec Catherine Mével et Anne Wyvekens); «Quand la ville se défait: quelle politique face à la crise des banlieues?» (2006), «Vers une citoyenneté urbaine: la ville et l'égalité des chances» (2009); «La ville à trois vitesses (2009) o «La France des cités. Le chantier de la citoyenneté urbaine» (2013).

—*Nous souhaiterions, avant tout, vous inviter à poser un regard rétrospectif sur votre trajectoire scientifique. Il semble qu'il y ait deux étapes bien différentes dans votre réflexion. Un premier moment focalisé sur les questions historiques qui circulent dans l'orbite de Foucault de la généalogie des mécanismes disciplinaires, et une seconde étape qui commence dans les années quatre-vingt-dix, d'analyse des politiques urbaines. Quelle est l'histoire de cette évolution? Et a-t-il une cohérence conceptuelle ou biographique entre les deux étapes? En quoi a changé tout au long de ces années votre manière de comprendre les sciences sociales ou la politique?*

—Il y a bien deux mouvements dans mon parcours que je résume généralement en disant que j'ai été d'abord historien du social puis sociologue de l'urbain. Le premier correspond à une généalogie de ces deux faces du social que sont l'intervention correctrice

de la vie familiale («la police des familles», 1977) et l'introduction de la protection sociale dans les relations de travail («L'invention du social», 1984). Le second part d'une analyse de la politique d'intégration des minorités ethniques dans la société (qui a reçu, en France, l'appellation euphémistique de politique de la ville) dans mon ouvrage intitulé «l'Etat animateur» (1994 pour conduire à une comparaison avec la politique américaine sur ce sujet («Faire société: la politique de la ville aux Etats-Unis et en France», 2003) et à un moment où l'on voit une logique de séparation urbaine déterminer de plus en plus les rapports sociaux («Quand la ville se défait», 2006. «La ville à trois vitesses», 2009. «La France des cités», 2012).

On peut distinguer ces deux moments sur le plan théorique en disant que le premier trouve son principal appui dans la démarche généalogique d'analyse des technologies de gouvernement de Michel Foucault tandis que le second puise plus son inspiration dans l'œuvre d'Hanna Arendt et son analyse de l'essence du politique comme «association pour l'action». C'est à l'aune de cette exigence que je compare l'art de «faire société» aux Etats-Unis et en France et que je conduis mon analyse du séparatisme à l'œuvre de manière croissante dans la société urbaine.

Mais la continuité de fait et de fond entre ces deux moments me paraît aussi importante à souligner que leur différenciation. De fait: parce qu'il n'y a à aucun moment une rupture, une décision de changer d'objet d'analyse, de passer d'une préoccupation théorique à une autre. Le passage d'un moment à un autre s'effectue comme l'effet du prolongement de l'un par l'autre. A la fin de «l'Invention du social» (1984) je m'emploie à décrire les deux lignes qui transforment l'Etat social classique depuis la fin des années soixante: la revendication, par le bas, d'une plus grande autonomie des individus et l'injonction, par le haut, d'une exigence de responsabilisation de leur comportement. Ces deux lignes convergent pour faire passer le rôle de l'Etat de promoteur du social à des fins de pacification de la société, de stabilisation de celle-ci... vers celui de mobilisateur de la société

(au double sens de remise en mouvement des individus et de valorisation du collectif, de sa fonction unificatrice face à la mondialisation). Il s'agit ainsi s'appeler à la formation de ce que j'ai appelé un «Etat animateur» à la place de l'Etat social classique, de sortir d'un social de pure compensation pour un social que l'on dira plus tard d'activation et de production de la cohésion sociale.

C'est en lisant ce chapitre final de «l'invention du social» qu'un responsable des missions qui allaient donner naissance à la politique de la ville me dit: «Un Etat animateur! C'est exactement ce qu'on essaie de faire: venez donc voir!» Il y avait alors, en ce début des années 80, trois missions réunies dans le même immeuble: la mission dirigée par Hubert Dubedout sur le développement social des quartiers, la mission de Gilbert Bonnemaison sur la sécurité et la prévention dans ces mêmes quartiers s d'habitat social et, enfin, la mission de Bertrand Schwarz sur l'insertion socio-professionnelle des jeunes. Je répondis d'autant plus volontiers à cette offre que je n'avais pas l'impression de m'éloigner de ma thématique du social puisque cette politique dite de la ville se présentait comme une nouvelle politique sociale, chargée de résoudre les problèmes d'exclusion des populations des banlieues que, précisément, les politiques sociales classiques (travail social, logement social et protection sociale) ne réussissaient pas à traiter. L'analyse de l'urbain s'est ainsi progressivement installée dans le champ de mes préoccupations comme une manière de prendre en compte les déficiences des politiques sociales classiques.

De fond aussi car la continuité entre les deux moments n'est pas seulement d'objet mais aussi de problématique. Tous deux relèvent bien d'une même question posée dans des contextes différents. Une question que l'on pourrait résumer ainsi: comment faire vivre la démocratie en contenant les tendances qui, depuis son origine, portent à son annihilation au profit de formules dictatoriales ou populistes? Durant le premier moment, celui correspondant à l'émergence du social, le danger qui menace le plus la vie démocratique tient à l'intensité des affrontements dans

le domaine de la production. Dans le second moment, celui qui apparaît, depuis une quarantaine d'années, avec la mondialisation, les menaces sur la vie démocratique découlent plus nettement des logiques de séparation de la société révélées par les dissociations affectant de plus en plus nettement la trame urbaine. Il y a ainsi les lieux où vit la population issue de la mondialisation par le bas (les migrants dans les cités sociales en France). Ces migrants du lointain vit à distance de la classe dite créative, celle de la mondialisation par le haut qui occupe les espaces centraux et péri-centraux des métropoles. Mais ces deux catégories sont vécues comme également étrangères aux habitants des villages et des villes petites ou moyennes qui s'estiment déconnectés des opportunités de la ville, rejetés par la classe créative et devenant invisibles pour une action publique uniquement préoccupée par la propension émeutière des jeunes migrants dans les banlieues. Soit ce que j'ai appelé «La ville à trois vitesses». Autant la lutte contre la tentation populiste passait, dans le premier temps, par l'institution d'une citoyenneté sociale, offrant des droits protecteurs contre les aléas de la vie et de l'économie, autant cette réponse, dans le second temps, se révèle insuffisante et inadaptée, nécessitant qu'on lui adjoigne une formule de citoyenneté urbaine qui rende possible le passage entre ces mondes urbains différents et permette de les accorder.

—En 1977, vous avez écrit «*La police des familles*», un livre qui a beaucoup influencé la recherche durant les décennies suivantes et qui montrait la genèse progressive des dispositifs de gestion de la vie familiale à travers des discours, normes et institutions sur l'éducation des enfants, les relations conjugales, l'économie familiale... L'action sur la famille apparaît précisément comme un mécanisme de moralisation et de normalisation mettant en balance la formule du contrat (donc du respect des normes sociales de comportement et d'éducation en contrepartie de la liberté accordée à ses membres) et celle de la tutelle (donc de la soumission contrainte des familles, la privation de leurs droits conditionnant

l'octroi de moyens financiers et éducatifs). Vous montrez comment ce chantage semble reculer avec la diffusion de la psychanalyse, à partir des années trente, qui fournit une aide en principe non tutélaire, mais reconduisant tout de même cette injonction normative ou l'assistant par l'encadrement des travailleurs sociaux dans l'exercice de leurs tâches tutélares. Que diriez-vous alors du devenir actuel du Travail Social dans le cadre du néolibéralisme? Celui-ci maintient-il ce mode de fonctionnement que vous aviez décrit dans les années 70 ou bien introduit-il de nouveaux éléments dans l'exercice de leur rôle normalisateur par ces professionnels?

—Dans «*La police des familles*», j'avais voulu montrer comment la famille passait du statut de sujet de gouvernement à celui de moyen de gouvernement. Sujet de gouvernement: c'est ce qu'elle était sous l'ancien régime, quand le père exerçait une autorité tutélaire sur chacun de ses membres. Ayant fait des enfants, il avait accompli l'essentiel de son devoir: apporté de nouveaux sujets au roi. Et ce devoir accompli lui valait des droits: une autorité légitime, du moins, sur tous les membres de sa famille. Il pouvait ainsi demander au roi l'enfermement de tel ou tel de ceux-ci qui menaçait son honneur. Avec la démocratisation du pouvoir central au XIX^e siècle, ce pouvoir du père paraît de plus en plus suspect d'arbitraire. Il est soupçonné de servir de moyen pour celui-ci de se débarrasser des bouches inutiles, soit en les laissant ses enfants vagabonder au péril de leur vie, soit en les plaçant abusivement dans des structures d'assistance ou de sanction. La famille se trouve incriminée à travers ce droit abusif du père. Mais, en même temps, elle se trouve valorisée comme ressource à travers la mère perçue comme un relais positif pour les normes médicales et hygiénistes qui assurent une bonne éducation des enfants.

Le couplage de ces deux stratégies —d'incrimination et de valorisation— permet alors de faire de la famille un moyen de gouvernement en invitant les familles à combiner les conseils moraux venus de l'incrimination (ceux d'épargne pour échapper à la suspicion de négligence coupable et d'abandon) et les

normes hygiénistes et éducatives associées à la valorisation de la famille comme ressource et transitant par le médecin ou l'enseignant. Quand la famille incorpore bien cette injonction morale et ces conseils hygiénistes, c'est comme si la société passait avec celle-ci un contrat faisant d'elle une ressource positive. Elle accroît son autonomie et celle de ses membres pour le bien de chacun de ceux-ci en particulier et de la société en général. Si elle ne se soucie pas de préserver son autonomie financière par l'épargne ou bien si elle néglige les normes sanitaires et éducatives, elle porte préjudice à ses enfants et justifie sa mise sous tutelle, la perte d'autorité du père et l'assistance éducative de la mère. C'est donc cette menace de la tutelle qui rappelle aux parents les conditions de son autonomie : le respect du contrat qu'elles ont passé avec la société en formant une famille. C'est le respect du contrat ou la tutelle sous l'autorité du juge et par le biais des travailleurs sociaux ainsi que des psychiatres.

Est-ce que cette démarche, ce chantage à la tutelle est encore valable depuis que le néolibéralisme domine la gestion des rapports sociaux? Quand on regarde la littérature consacrée à la famille et à la gestion de ses comportements durant les dernières décennies, on retrouve bien les deux lignes porteuses, l'une de l'incrimination, l'autre de valorisation, de la famille, quoique avec des nuances sensibles. L'incrimination se retrouve avec la montée de la thématique de «la démission des parents». Soit une manière de retrouver la critique de la propension des familles à laisser les enfants errer à l'aventure. Mais, cette fois, ce n'est pas pour ne pas avoir à les élever... par un abus flagrant de leur pouvoir. Ce serait plutôt par l'incapacité d'exercer ce pouvoir, le renoncement devant la difficulté que cela représente parce qu'ils ne sont pas suffisamment reconnus par leurs enfants qui se retrouvent entre bandes plutôt qu'en famille. De même, la valorisation de la famille apparaît aussi, quoique d'une manière qui paraisse dissoudre quelque peu ses limites puisque l'on parle de «parentalité» pour désigner cette ressource irremplaçable que constitue la famille. Soit une manière d'effacer la distinc-

tion entre le père et la mère, mais aussi de les mettre sur le même plan que les beaux-parents, les grands parents, les homoparents... et d'inscrire tout ce monde dans des réseaux d'écoute, d'aide et d'appui aux parents destinés à encourager les parents de toutes sortes, à leur redonner confiance, à les conseiller plutôt que dicter leurs conduites en énonçant des normes précises.

Alors, y va-t-il, avec ces changements dans l'attitude à l'égard des parents d'une inflexion conjoncturelle ou structurelle des pratiques du travail social? Quand on regarde l'évolution des pratiques des travailleurs sociaux dans ce domaine de la famille, on voit bien qu'il y va d'un souci déclaré de réduire la dimension tutélaire de leurs pratiques. Avec la loi de 2007, toute décision concernant une famille doit se faire à travers la recherche d'un accord avec le détenteur de l'autorité parentale (homme ou femme, ou les deux). Et les documents qui présentent ces décisions doivent le faire comme résultant d'un contrat passé avec la famille. La pratique judiciaire, seule capable de priver la famille de son autorité n'a plus qu'un rôle estimé «subsidaire», pour les cas où aucun accord n'aurait pu être trouvé. Alors, subsidiaire, cela signifie-t-il dire résiduel, secondaire? On voit bien que la justice n'est plus placée en surplomb de l'activité préventive dans les familles. Elle lui est associée plus latéralement que verticalement.

Mais est-ce que cette latéralité diminue son rôle et celui de la tutelle? On dira plutôt que cette discrétion du rapport que les travailleurs sociaux entretiennent avec la justice leur permet de se comporter de manière plus intrusive, comme si leur action n'était que le produit d'une sollicitude horizontale. La volonté déclarée de faire jouer la dimension contractuelle, de respecter la part d'autonomie des parents, fussent-ils déficients à leurs yeux dans l'exercice de leur fonction, autorise les travailleurs sociaux à exercer une «douce» pression sur eux, en faisant valoir combien ils souhaitent préserver le rôle des parents, éviter de recourir aux duretés des décisions judiciaires. Cela met de fait les parents en situation d'accepter les propositions

qui leur sont ainsi faites sur un mode contractuel sauf à apparaître comme des gens brutaux, refusant délibérément une aide pourtant nécessaire... dans l'intérêt de leurs enfants et même le leur! Tant de rigidité se retourne alors contre eux et justifie le recours à l'intervention judiciaire. L'autorité judiciaire sort de l'ombre où on l'avait laissée comme un remède à leur mauvaise volonté jugée alors comme la preuve de sa nécessité et non comme une mesure brutale et abusivement négatrice des droits des parents. Le contrat se révèle comme la figure avancée du complexe tutélaire et non pas son alternative.

—Dans le dernier chapitre de «*L'invention du social*» (1984), vous souteniez l'idée d'un déclin inévitable du social dans sa version keynésienne pour une double raison. D'une part, la vie économique ne se déroule plus dans le seul cadre national comme le postulait Keynes dans sa justification de la relance économique par une politique de redistribution sociale. Elle se trouve mondialisée et la redistribution seule risque de servir l'achat de produits venus d'autres nations et d'accroître la dette de l'Etat plutôt que soutenir l'économie nationale, D'autre part, les politiques sociales classiques se trouvent critiquées aussi bien par la gauche que par la droite. Par le courant gauchiste des années 60/70, qui voit dans le social et dans le statut qu'il procure aux salariés, une ombre projetée de l'Etat sur les individus, une compensation au renoncement à leur autonomie. A travers ce «*social de compensation*», ils ne sont plus des sujets historiques mais des sujets de l'Etat. Les nouveaux mouvements sociaux (écologie, féminisme, régionalisme), se développent contre les certitudes des élites, des corps constitués quant au cours de l'histoire. Avec le courant réformiste, ce n'est pas la domination de l'Etat qui est dénoncée, mais le blocage de la société (dixit Michel Crozier), un blocage qui résulte des crispations statutaires des individus uniquement occupés à défendre les privilèges que l'Etat leur a accordés au prix d'une inertie économique et d'une irresponsabilité des individus. C'est cette responsabilisation des individus, de leur

capacité d'entreprendre qu'il faut promouvoir selon ces réformistes (et non l'autonomie revendiquée par les gauchistes).

Ne faudrait-il pas voir alors une relation entre, d'une part cette critique des institutions de l'Etat social, les dénonciations dont il a été l'objet dans ces années 60/70 par le courant gauchiste et le courant dit réformiste et l'essor régulier du Front National en France depuis les années 80? Quelle évaluation faites-vous aujourd'hui des critiques des institutions de l'Etat Social par la part de la gauche des années soixante et leur prolongement jusqu'à aujourd'hui? ne peut-on pas dire qu'elles ont renforcé involontairement le néolibéralisme ou les courants néo-autoritaires?

—L'idée d'un enchaînement causal entre les critiques (de gauche et de droite) de l'Etat social classique et la montée du Front national n'est pas très crédible. Il faut voir que, dans sa période d'émergence (les années 80/90), le front national ne se pose pas du tout en défenseur de l'Etat social mais plutôt en dénonciateur de ses excès de bonté! Son fondateur, Jean-Marie Le Pen, affirmait des convictions libérales classiques, dans la foulée du poujadisme défendant les commerçants contre les prélèvements imposés sur les échanges. L'Etat social, il le dénonce, de surcroît, pour sa propension à venir en aide aux immigrés. C'est seulement avec la «*dédiabolisation*» du FN, dans les années 2000, quand la fille, Marine le Pen, remplace son père, que ce parti se pose en défenseur des droits sociaux des travailleurs pauvres (augmentation du SMIC, diminution de l'âge de la retraite) pour se distinguer de la droite, tout en gardant son hostilité aux immigrés pour se distinguer de la gauche. La fusion des extrêmes, selon le modèle du fer à cheval, est un classique du populisme, une manière de nier le besoin du débat démocratique entre droite et gauche au profit d'une identification entre le peuple et ces élus qui prétendent l'incarner en se montrant le plus proche possible de ses craintes et de la tentation de se contenter de trouver un bouc émissaire à ses malheurs plutôt que le représenter pour délibérer avec la distance nécessaire par rapport aux représentés que requiert la capacité de discussion, de

transaction entre les partis... On trouvait déjà cette logique de fusion des extrêmes dans la naissance du fascisme et du nazisme. La défense de l'Etat social par la fermeture nationale (donc l'idée du repli sur la formule keynésienne de cet Etat social posée comme solution au maintien inchangé de celui-ci) s'entend à la fois contre la mondialisation économique... Et contre la mondialisation démographique (l'arrivée croissante de migrants dans les pays développés).

On peut donc bien dire que le Front national devient ainsi le défenseur d'une figure de l'Etat social: celle des années 50/60, quand les échanges marchands internationaux restaient faibles et que les immigrés étaient clairement destinés à retourner dans leurs pays d'origine, une fois terminé le travail pour lequel on avait été les chercher... Mais c'est précisément parce que cette figure de l'Etat social est devenue de plus en plus caduque que l'on a vu, depuis le début des années 80, se développer des lignes de transformation de celui-ci qui prennent leur origine dans ces critiques gauchiste et réformiste des années 70 que j'ai évoquées à la fin de «l'invention du social» quand je parle de «mobilisation de la société» pour désigner l'effet conjoint de ces deux types de critiques. La mobilisation de la société désigne deux préoccupations: rendre les individus plus mobiles, rendre les salariés et les entrepreneurs capables de s'entendre par rapport à des objectifs de compétitivité externe de ce qu'ils produisent. Rendre les individus plus mobiles revient à prendre appui leur aspiration à plus d'autonomie pour qu'ils acquièrent une formation leur permettant d'acquérir un autre emploi que celui devenu caduque qu'ils occupent... Plutôt que vivre de la seule indemnisation du chômage. C'est le rôle de la formation dite permanente. Mobiliser les acteurs sociaux, c'est les amener à passer des accords permettant aux entreprises de faire face à des situations où leur compétitivité change rapidement plutôt que rester «bloqués» sur des droits acquis et voulus intangibles. C'est passer ainsi d'un «social de compensation», automatique et passif dans son principe, à un «social de compétition», comme on peut appeler la nou-

velle conception qu'en requiert le contexte de la mondialisation. Il n'y va pas du tout d'une remise en cause du principe de l'Etat social, ni du montant du budget nécessaire pour le faire tourner. Il n'a d'ailleurs pas cessé d'augmenter depuis les «belles années» que furent les trente glorieuses 1945/1975) de l'Etat social classique. Il y va plutôt d'un recyclage de celui-ci, de son adaptation à un nouveau contexte.

Reste effectivement ceci que la difficulté de ce recyclage de l'Etat social se paie dans nombre de pays européens par une croissance rapide des partis populistes mêlant inégalement, selon les lieux, les formules d'extrême droite et d'extrême gauche. Là où le «social de compétition» se développe le mieux, c'est dans les pays d'Europe du nord. Parce que le dialogue entre la droite et la gauche les porte à évoluer ou/et à s'allier pour opérer les mutations en question. Dans un contexte de croissance réglée, l'alternance permet de réguler le rythme de la redistribution sociale par rapport à l'investissement économique. Dans un contexte difficile comme celui de la mondialisation, il ne s'agit pas seulement d'adapter les dépenses mais aussi la conception des politiques sociales, de leur rôle. Et cette adaptation est d'autant plus difficile qu'il s'agit de rendre le social efficace à la fois pour la compétitivité économique et pour contenir les inégalités sociales qui ont tendance à augmenter du fait du comportement des banques qui renforce le poids du patrimoine sur le destin des individus. C'est ainsi qu'apparaît la nécessité de développer des politiques d'égalité des chances et pas seulement de redistribution. Cela surtout à raison de l'impact des séparations sociales introduites par l'évolution de l'urbain.

—*Justement: puisque, depuis la fin des années 80, vos recherches et votre théorisation se sont concentrées sur les politiques urbaines, pouvez-vous résumer votre réflexion dans ce domaine? En quoi consiste le concept de «citoyenneté urbaine» que vous proposez? Quels déficits ou problèmes détectez-vous dans les politiques urbaines européennes? Et, puisque vous évoquez beaucoup le modèle*

américain, est-ce à dire qu'il y a quelque apprentissage à faire de l'expérience d'Amérique du Nord dans ce sens?

—On peut dire que la nouvelle question urbaine apparue dans les années 80 en Europe, du nord du moins, prolonge et aggrave la question sociale classique, celle apparue avec la société industrielle au XIX siècle.

La question sociale était née de la concentration en ville de la population attirée par les emplois industriels et des affrontements que cette coprésence dans un même espace rendait inévitables au point de menacer l'ordre politique, la démocratie naissante, en l'occurrence. Certes, les riches, les pauvres et les classes moyennes ne vivaient pas dans les mêmes quartiers. Mais ils se retrouvaient sur les lieux de production, même s'ils y arrivaient à des horaires différents. Et la ville, ses places et ses rues, servait de lieu de manifestation des mécontentements des plus mal lotis dans les espaces clefs de la vie en commun. Et la proximité relative des quartiers ouvriers et des quartiers de classe moyenne autorisait pour les premiers le rêve de faire un jour partie de la seconde.

Une nouvelle question urbaine apparaît, à partir des années 80, avec la délocalisation des lieux de production loin des grandes villes. Soit du fait de leur départ à l'étranger, là où la main d'œuvre est moins coûteuse. Soit par leur installation à distance conséquente de la ville, là où les terrains sont moins chers et conviennent donc mieux pour des entreprises de production nécessitant une forte emprise foncière pour un faible rapport comparé à celui des structures de conception. Les ouvriers et les employés suivent cette délocalisation dans le périurbain profond, les villages, les villes petites et moyennes, d'autant plus volontiers que ce foncier moins cher leur permet d'acquérir une maison individuelle et de quitter donc les logements sociaux de la ville. Les grandes villes deviennent donc les lieux où s'établissent les firmes, avec leurs équipes de conception et tous les services qualifiés, banques, design, publicitaires, etc... tandis que les anciennes banlieues ouvrières se peuplent de migrants et de pauvres des villes destinés à y fournir les services peu qua-

lifiés comme l'entretien et la sécurité. Le département de la Seine Saint-Denis fournit une parfaite illustration de cette évolution. Conçu, au départ, pour accueillir l'industrie et ses salariés, on voit ses anciens locaux de production devenir des lieux pour le dépôt des produits avant leur diffusion commerciale via les aéroports et les gares, tandis que les logements sociaux se peuplent de migrants que l'on invite à s'y installer pour éviter leur vacance.

Le résultat de cette évolution est une dispersion de la production dans le périurbain profond, là où elle se confond avec la production agricole et les activités indépendantes de faible rapport, une concentration de la classe créative et mondialisée dans les quartiers péri-centraux des grandes villes, un remplissage des cités d'habitat social des banlieues des grandes villes par les migrants (la mondialisation par le bas). Du coup, une logique de séparation s'installe entre ces espaces inégalement urbains et qui ne sont plus unis par des mécanismes d'interdépendance directe comme ceux qui allaient de pair avec les grandes manufactures de l'ère industrielle classique. Chacun de ces mondes urbains vit séparément des autres, ses habitants ayant un horizon qui en dépend et qui le rend indifférent aux autres mondes, sauf à travers des manifestations de ressentiment. Mais on passe bien de la logique de l'affrontement —et du rêve de promotion sociale à celle de la séparation et de la culture de l'entre soi. Pour le coup, on voit bien que le principe de la citoyenneté sociale, en l'occurrence, la garantie de satisfaire les besoins élémentaires de chaque individu (se nourrir, se loger, s'instruire, travailler) ne suffisent plus pour les mettre tous sur un plan d'égalité suffisante tant cette logique de séparation institue des mondes où l'éducation, le logement, l'emploi, quand il y en a, participent de cette séparation plus qu'ils ne parviennent à l'enrayer. La nécessité d'inventer une «citoyenneté urbaine» apparaît à raison de cette insuffisance de l'Etat social stricto sensu. Par cette expression, je désigne la nécessité de former un monde social unifié à partir de ces mondes distincts, de faire en sorte que l'égalité des chances entre les indivi-

du ne disparaisse pas avec cette séparation plus ou moins forte des mondes urbains.

Face à cet enjeu, les américains ont une expérience plus ancienne. La ghettoïsation des minorités ethniques, le déplacement des activités de production dans les suburbs, la gentrification des centres anciens, sont des tendances des villes américaines depuis les années cinquante. Ils ont mis en place des solutions qui ne sont évidemment pas parfaites, cela se saurait, mais qui ont l'avantage de la durée. Pour lutter contre la ghettoïsation, ils ont développé des formules incitant les habitants des quartiers défavorisés à constituer des corporations de développement communautaire qui deviennent des interlocuteurs des élus métropolitains au même titre que les élus des quartiers aisés. Ils établissent des liens méthodiques entre les opportunités de la ville-centre et les ces quartiers. Plus qu'une formule institutionnelle précise, c'est, en fait, l'esprit de ces politiques qui peut servir d'inspiration pour les politiques européennes. Un esprit qui tient à l'art de «remettre en mouvement» les habitants des quartiers défavorisés plus qu'à prétendre imposer de manière volontariste une mixité sociale, à «accorder les mouvements» qui décomposent la ville de façon à ce que ceux-ci deviennent des parties d'un même ensemble et non des mondes séparés.

Il y a une vraie différence d'approche entre la manière américaine et la manière française d'aborder cette question de la séparation sociale par l'urbain que l'on peut illustrer par la façon dont la question du «lien social» se trouve traitée dans les deux pays. En France, la défaillance du lien social signifie qu'un individu ou un groupe perd le contact avec les institutions, scolaires ou d'aide sociale, etc... Et refaire le lien social signifie rétablir le contact entre les individus et les institutions. La politique de la ville a inventé pour cela la formule des «relais»: adultes-relais, parents-relais, etc... Aux Etats-Unis, depuis les travaux de Mark Granovetter (1973) et ceux, plus récents de Robert Putnam (2001), on distingue deux sortes de liens: les liens forts (ceux du proche, de la communauté, et les liens faibles (ceux qui s'établissent avec le lointain et por-

teurs d'opportunité). Soit une façon de prendre acte de la séparation des groupes sociaux mais en faisant de ces groupes une force plutôt qu'une prison (*bonding capital*) et de la séparation l'occasion de développer volontairement des liens (dits faibles) avec les autres groupes plus riches (*bridging capital*) en sachant que, in fine, la force des liens faibles, porteurs d'opportunités scolaires, universitaires, professionnelles, etc, reposera sur l'utilisation des liens forts (le soutien que l'entourage apportera aux individus tentés par ces chances qu'on leur offre via les liens faibles. Il y a, dans ce mélange de réalisme et de pragmatisme une façon de positiver les groupes séparés pour qu'ils aident leurs membres dans les mouvements qui leur sont offerts par la ville et les réseaux de contact qu'elle institue qui diffère profondément du volontarisme abstrait à la française qui proclame la mixité et ne la réalise que fictivement par la rénovation urbaine.

—*Comment appréciez-vous l'effet de l'ensemble des politiques publiques conduites sur les quartiers pauvres des banlieues des villes dans le cadre de cette politique dite de la ville? Quel rôle a joué, par exemple, l'accent mis sur la «participation citoyenne»? Et puis, Comment interpréter la radicalisation islamique d'une partie des jeunes de ces quartiers?*

—Pour analyser l'effet d'ensemble de cette politique en direction des zones urbaines défavorisées, il faut distinguer plusieurs niveaux: celui des moyens mis en œuvre (en financement et en personnel), celui de la méthode (du type de relation que cette action établit avec les habitants, celui du contexte (les guerres avec et entre les pays du Moyen-Orient et la montée en radicalité de l'Islam, particulièrement avec l'apparition de l'Etat islamique-Daech). Vos trois questions (l'effet d'ensemble, la participation citoyenne, la radicalisation islamique d'une partie des jeunes des quartiers) renvoient, de fait, à chacune de ces entrées.

Les moyens mis en œuvre ont toujours un double effet, l'un positif, l'autre négatif. S'agissant des moyens en personnel, dans le do-

maine de l'éducation, par exemple, l'effet positif tient, bien sûr, à une augmentation du nombre d'enseignants par élèves, permettant un meilleur encadrement de ceux-ci. Mais cet effort en personnel dans les zones dites «d'éducation prioritaire» se paie d'un effet de stigmatisation sociale de ces écoles qui va pousser, en fait, les quelques familles des classes moyennes qui devraient y placer leurs enfants, à les inscrire plutôt dans des écoles privées, supprimant du coup le peu de mixité sociale dont elles bénéficiaient et dont on connaît l'effet bénéfique qu'elle peut présenter pour les élèves. L'effet négatif de cette assimilation des zones d'éducation prioritaire à l'échec scolaire est même apparu tel que le souci de sauver les meilleurs d'entre eux s'est traduit par la création d'internat d'excellence, en dehors des quartiers en question! S'agissant des moyens financiers, le programme de rénovation urbaine constitue certainement le plus gros effort. Il consiste en la destruction d'une partie des tours et des barres qui composent ces quartiers sociaux pour édifier à la place des formules variées de logement dont une partie faite de maisons individuelles offertes en accession à la propriété. Soit un moyen d'attirer les classes moyennes dans ces quartiers populaires et d'y rétablir une mixité sociale jugée salutaire pour l'image du quartier. Mais les rénovateurs s'aperçoivent vite que, s'ils veulent attirer lesdites classes moyennes, il faut construire les maisons individuelles à une distance convenable du quartier et disposer d'une offre de collège à distance également... Sans doute cette rénovation urbaine a-t-elle par ailleurs, un effet positif pour les habitants grâce à l'installation de lignes de tramway qui le reconnectent avec la ville. Reste que l'usage des opportunités de la ville ne nécessite pas seulement un lien physique avec elle, mais aussi un lien social, ces fameux liens faibles dont on a déjà parlé... Tout est alors fonction du changement d'attitude que l'on produit ou pas quant à la confiance que les habitants acquièrent en eux.

Augmenter la confiance en eux des habitants, c'est bien l'objectif implicite de la dite «participation citoyenne» qui figure dans le programme de cette politique depuis ses

débuts. Que peut-on alors dire des effets de celle-ci? Dans un premier temps, durant les années 80, cette politique mit effectivement l'accent sur les moyens d'agir que constituaient les habitants. Ils constituaient la ressource qui pouvait permettre aux politiques publiques d'atteindre les mêmes résultats que dans les autres quartiers parce qu'ils connaissaient mieux que les agents de celles-ci les particularités de cette population de migrants qu'ils étaient. Il suffisait donc de savoir associer les habitants à ces politiques pour surmonter les difficultés qu'elles rencontraient dans ces quartiers. Ce fut le rôle, par exemple, des régies de quartier qui attribuaient aux habitants la charge de veiller sur l'entretien des lieux et les petites réparations qu'il fallait y faire. Il suffisait pour cela de former les jeunes en conséquence, formation qui pouvait, par la suite, leur permettre de trouver un emploi en dehors. J'avais théorisé positivement cette première phase de la politique de la ville dans «L'Etat animateur» (1994), en expliquant qu'ainsi, on faisait passer la participation du registre classique jusqu'alors de la consultation (qui n'engage que les consultés, selon la formule classique) à l'implication. Mais la persistance des émeutes amena les responsables à changer d'orientation pour mettre l'accent moins sur les moyens des habitants que sur ceux de l'Etat et du marché. Ceux de l'Etat à travers l'augmentation des personnels des services publics, ceux du marché avec la création des zones franches urbaines (qui dispensaient les employeurs de charges fiscales et sociales dans les quartiers les plus pauvres), à travers aussi la rénovation urbaine qui, par la diversification de l'habitat y réintroduisait une offre marchande. Cette politique interventionniste reléguait au second plan la dimension participative. Et son retour récent de celle-ci avec les «conseils citoyens» (2015) et l'évocation méthodique du développement du «pouvoir d'agir» des habitants apparaît plus rhétorique qu'effective;

Quand on essaie de comprendre pourquoi la participation citoyenne arrive aussi peu à prendre place en France, il faut partir de l'idée que ladite participation est toujours strictement fonction de la capacité des prestataires

res de l'action publique à se placer sur un plan d'égalité avec leurs destinataires. Cela ne signifie pas que les élus doivent remettre en jeu leur légitimité et les dirigeants de l'administration leurs responsabilités. Mais qu'ils doivent prendre l'habitude de rendre des comptes sur leur action et les difficultés qu'elle rencontre, l'exposer aussi aux critiques des intéressés s'ils veulent obtenir leur implication. C'est cette pratique de *l'accountability* qui paraît littéralement impraticable en France. Parce qu'elle est toujours vécue comme une remise en cause de la légitimité des responsables et non comme un condition de l'efficacité de l'action.

Sans doute cette difficulté de l'action publique à faire une place effective place aux habitants dans la gestion des quartiers les plus pauvres et les plus peuplés de migrants explique-t-elle, en partie, la montée de cette radicalité islamique. En partie seulement, bien sûr, celle concernant la réapparition des appartenances religieuses. C'est à partir du milieu des années 90 que l'on assiste à la montée ostentatoire des coutumes et des costumes des pays d'origine, quand la politique cherche moins à aider les gens dans les quartiers où ils vivent qu'à les fondre en invisibilité dans le reste de la ville. Mais la radicalisation va emprunter, bien sûr, l'essentiel de sa légitimité aux structures terroristes qui s'installent au Moyen-Orient et en Afrique, là où la fureur contre l'Occident se traduit par une envie de revanche au nom de l'Islam, cette figure dernière du monothéisme qui s'est trouvée comme reléguée dans un passé défunt. La radicalité islamique se développe quand les déçus de l'immigration rencontrent les frustrés de l'histoire. Les déçus en question se trouvent toujours parmi la seconde génération des migrants: ceux qui n'ont pas déployé leur énergie pour arriver et pu saisir tout emploi accessible pour eux comme une chance. Ils se trouvent élevés dans une société où ils ne comprennent pas pourquoi leurs chances ne sont pas égales à celle des autres jeunes. Ils vivent le marquage de leurs origines comme infâmant et l'e retournent contre cette société comme une identité pour laquelle ils sont prêts à mourir.

—*Il y a une dizaine d'années, vous vous étiez très critique envers l'incapacité de la gauche à inventer une gouvernementalité de gauche capable de s'opposer à la gouvernementalité néolibérale. Comment imagineriez-vous celle-ci?*

—L'idée d'une gouvernementalité de gauche, et même d'un néolibéralisme de gauche, pensé en alternative à sa version droitière qui s'impose, au début des années 80, avec Reagan et Thatcher, a été suggéré par Michel Foucault et l'a amené à discuter de cela avec Michel Rocard (incarant en France la néo-social (démocratie) par opposition à François Mitterrand qui incarnait, lui, plutôt un paléo (socialisme).

Tout est parti de la lecture que Michel Foucault proposait, dans son cours au Collège de France, du néolibéralisme tel qu'il apparaît avec l'école de Friburg en Allemagne durant l'entre-deux guerres. Il montrait comment l'idée néolibérale est apparue en réaction par rapport aux déceptions apportées par la seule logique de marché selon Adam Smith. Pour celui-ci, la main invisible du marché devait permettre de satisfaire tous les besoins qu'il suscitait. Les objets de plus en plus désirés par leur offre sur le marché voyaient leur prix monter d'une façon qui les rendait inaccessible. Mais cette montée même motivait des producteurs à en fournir toujours plus jusqu'à ce que leur prix baissent assez pour satisfaire les consommateurs. Or, cette théorie smithienne se trouvait contredite par un détournement croissant vers l'Etat de la demande de satisfaction des besoins suscités par le marché. Et cette attente montante du rôle de l'Etat génèrait ses versions fascistes et communistes, négatrices des libertés. Si l'on voulait éviter cela, dirent les néolibéraux, il fallait penser le rôle de l'Etat comme celui d'un soutien à la concurrence et non pas d'un organisateur de la production. Cela signifiait qu'il devait, sur le plan matériel, faciliter les échanges en développant les structures de transport, par exemple, et sur le plan social, limiter son rôle à la lutte contre l'exclusion, dans la mesure où celle-ci constitue une mise hors concurrence d'un grand nombre d'individus et une perte conséquente en capacité du marché.

La version de gauche de ce néolibéralisme est une néo-social-démocratie qui s'est traduite en Allemagne par la politique de Schröder, au Royaume-Uni par celle de Tony Blair et aux USA par celle de Bill Clinton. A la différence des politiques social-démocrates classiques qui augmentaient les revenus et surtout la protection statutaire des salariés, ces nouvelles politiques fluidifient les statuts pour éviter l'auto-blocage dans des situations sans issue et surtout font de la lutte contre l'exclusion non pas le résidu des politiques sociales mais le socle à partir duquel doit s'opérer leur recyclage, leur adaptation à la mondialisation. Reste que cette néo-social-démocratie, si elle a eu des résultats en termes de dynamique socio-économique globale des pays concernés, n'a pas pour autant enrayeré vraiment la remontée des inégalités qui a commencé au début des années 80. Elle a accompagné l'entrée des démocraties dans la mondialisation économique sans procurer une claire perspective d'unification politique des sociétés. Autant les affrontements dans la sphère de la production permettaient à l'Etat de dégager des arbitrages à l'échelle nationale, autant la logique de séparation qui affecte les sociétés contemporaines entretient les inégalités et peine à trouver un remède.

—*Quelle évaluation faites-vous, alors, des tentatives de repenser la reconstitution du lien sociale et de l'égalité à travers l'idée des biens communs (Ostrom) ou du commun (Laval y Dardot)? Croyez-vous que cela constitue une alternative au communautarisme républicain envers lequel vous avez été critique à maintes reprises?*

—La question du commun mérite précisément d'être posée par rapport à cette logique de séparation qui affecte les espaces sociaux des sociétés développées à partir des années 80. Jusqu'alors, un seul mouvement affectait les sociétés: celui qui conduit les habitants du village à la ville, attirés comme ils l'étaient par les opportunités d'emploi qu'offrait l'industrialisation. Et l'enjeu principal pour les politiques était de contenir les méfaits de cette attraction: une concentration excessive dans l'espace urbain, une confronta-

tion entre riches et pauvres débouchant sur des émeutes mettant en péril le régime démocratique. C'est pour réduire les risques de cette confrontation que les cités sociales furent édifiées à la marge des villes, les déconnectant de celles-ci autant que possible. Ce mouvement se continue bien, depuis les années 80, mais il concerne surtout les minorités ethniques venues de campagnes lointaines et servant à peupler ces cités sociales désertées par les classes populaires autochtones devenues des classes se vivant comme moyennes, même quand elles sont ouvrières de profession mais bénéficient d'une résidence individuelle du fait de leur éloignement dans un espace rural au foncier moins onéreux. Car, à ce mouvement du village à la ville, s'en sont ajoutés deux autres. Celui, d'abord, de la ville au village avec ce départ des entreprises de production vers les villes petites et moyennes ou les villages, mais aussi avec la reconquête des villages par les classes aisées ou les retraités, ou les vacanciers à raison des «aménités campagnardes» qu'ils y trouvent: le paysage, une sociabilité douce... timide dans les années 80, ce mouvement s'est accéléré depuis et fait même du village un lieu où l'on fuit les duretés de la ville en termes de coût, de nuisances, quitte à y disposer d'un revenu plus faible. Celui aussi qui conduit de la ville à la ville et qui concerne la fameuse classe créative, celle qui va donner le ton à la vie en ville, par sa jeunesse, sa culture, sa tolérance, sa manière de faire monde entre gens venus de villes lointaines où prêtes à y partir pour exercer leurs talents. Ces mouvements induisent une logique de séparation dans la société à raison des mondes propres qu'ils forment et qui induisent une sorte de repli volontaire ou non de leurs membres. Un repli qui n'empêche pas une hostilité sourde ou violente de se manifester entre eux. Le populisme, avec le vote front national en France, est comme le produit de cette «France périphérique» (expression de Christophe Guilluy qui s'est fait le héraut de cette population), celle des villages, des villes petites et moyennes, déconnectée de la métropole où vivent les bénéficiaires de la mondialisation (la classe créative sans esprit national et celle des mi-

grants pauvres qui viennent profiter des richesses dont les autochtones se trouvent du coup, privés. Mais les émeutes des banlieues sont aussi une manière pour ce monde de la relégation de s'affirmer à part, en refusant l'irruption de la police et l'ordre qu'elle veut imposer. Et l'hostilité peut aller plus loin comme on l'a vu avec ces jeunes terroristes issus pour la plupart du quartier de Mollenbeek attaquant les spectateurs du Bataclan, ce haut lieu de la jeune classe créative dans Paris.

Comment poser la question du commun entre des mondes qui se définissent par leurs manières différentes de vivre la mondialisation (par le haut, par le bas, à côté)? Comment... sinon par le fait que, même s'ils occupent une région entière, ils se définissent par leur rapport à la métropole qui régit cette région. C'est celle-ci qui fait du commun parce que c'est autour d'elle, par rapport à elle, que s'organisent ces différents mouvements qui composent la population de cette entité aux frontières forcément floues. C'est elle qui constitue le point de référence de chacune de ces populations, le moyen de les associer par une action politique. Mais au nom de quoi conduire cette association? Au nom de la formule française de l'intérêt général? Celle-ci ne peut conduire, par son abstraction

qu'à proclamer l'égalité des territoires, laquelle, prise à la lettre, revient à nier les raisons pour lesquelles ces mondes ont chacun leur originalité, leurs préoccupations propres. Les quartiers de migrants sont des espaces tremplins pour leurs membres. Ils doivent y trouver le moyen de se donner mutuellement la force d'arriver pour partir ensuite à la conquête des opportunités de la ville. Les villages urbanisés sont des lieux où l'on veut pouvoir fuir le bruit et la fureur de la ville, jouir du paysage campagnard sans perdre le contact avec les opportunités du centre. La ville village de la classe créative doit lui permettre de multiplier les rencontres par sa concentration tout en offrant les plus grandes facilités de mouvement avec les autres villes du monde. Cette division existentielle de l'espace repose in fine sur un partage des opportunités de la ville centre. Mais un partage qui ne peut se faire sur le mode d'une distribution égalitaire compte tenu des spécificités de chacun de ces mondes urbains. C'est pourquoi il nécessite une association volontaire des représentants de chacun de ceux-ci pour débattre des contenus et des formes à donner à ce commun. La recherche du bien commun suppose un art d'accorder les mouvements pour qu'ils produisent une entité la plus harmonieuse possible...

De la invención de lo social a la ciudad asediada Entrevista a Jacques Donzelot

[en] From the promotion of the social to the city under siege:
an interview with Jacques Donzelot

César Rendueles Menéndez del Llano; Sergio García García

Jacques Donzelot, profesor en la Université de Paris X Nanterre, se dio a conocer en 1977 con la publicación de *La policía de las familias*, un ensayo con una fuerte impronta foucaultiana que rastreaba los orígenes de las políticas sociales estatales en la filantropía decimonónica y otros proyectos históricos de contención del conflicto social. Desde esta perspectiva, las iniciativas higienistas habrían desempeñado un papel crucial en la quiebra de los modelos familiares tradicionales basados en la autoridad patriarcal y en el establecimiento de nuevas formas de vínculo social individualizadoras susceptibles de gestión racional desde distintas instancias clínicas, políticas, educativas o mercantiles. Su segundo trabajo, *La invención de lo social* (1984), prolongaba este trayecto mediante una genealogía de la atribución al estado de un rol social que lo capacita para construir un exoesqueleto de solidaridad colectiva que limita los enfrentamientos relacionados con el nuevo orden salarial que atraviesan la sociedad moderna. A partir de los años ochenta, en cambio, su interés se centra en las políticas urbanas y los conflictos emergentes en el contexto de la crisis del estado keynesiano y el auge de la globalización neoliberal, con ensayos como *L'État animateur: essai sur la politique de la ville* (1994, en colaboración con Philippe Estèbe), *Faire société: la politique*

de la ville aux États-Unis et en France (2003, en colaboración con Catherine Mével y Anne Wyvekens); *Quand la ville se défait: quelle politique face à la crise des banlieues?* (2006), *Vers une citoyenneté urbaine: la ville et l'égalité des chances* (2009); *La ville à trois vitesses* (2009) o *La France des cités. Le chantier de la citoyenneté urbaine* (2013)

—Nos gustaría, en primer lugar, invitarle a realizar una mirada retrospectiva sobre tu propia trayectoria científica. Parece haber dos etapas bien diferenciadas en tu reflexión. Un primer momento centrado en cuestiones históricas que circulan en la órbita foucaultiana de la genealogía de los mecanismos disciplinarios y una segunda etapa que se inicia en los años noventa de análisis de las políticas urbanas. ¿Cuál es la historia de esa evolución? ¿Hay alguna coherencia conceptual o biográfica entre ambas etapas? ¿En qué ha cambiado a lo largo de estos años su manera de entender las ciencias sociales o la política?

—Ciertamente en mi trayectoria hay dos movimientos, que suelo resumir diciendo que primero he sido historiador de lo social y luego sociólogo de lo urbano. El primero responde a la genealogía de las dos fases de lo social que suponen la intervención correctiva de la vida familiar (*La police des familles*,

1977) y la introducción de la protección social en las relaciones de trabajo (*L'invention du social*, 1984). El segundo parte del análisis de la política de integración de las minorías étnicas en la sociedad —denominada en Francia eufemísticamente «política de la ciudad»— en mi libro titulado *L'Etat animateur* (1994) que pretende ser una comparación con la política americana sobre este tema (*Faire société: la politique de la ville aux Etats-Unis et en France*, 2003) y en un momento en el que parece que la lógica de separación urbana está determinando cada vez más las relaciones sociales (*Quand la ville se défait*, 2006; *La ville à trois vitesses*, 2009; *La France des cités*, 2012).

En el plano teórico se pueden distinguir dos momentos: el primero, cuyo principal apoyo se sitúa en el enfoque genealógico de análisis de las tecnologías de gobierno de Michel Foucault; mientras el segundo se inspira en la obra de Hanna Arendt y su análisis de la esencia de lo político como «asociación para la acción». Con este criterio es con el que comparo el arte de «hacer sociedad» en Estados Unidos y en Francia, y así voy analizando el segregacionismo, cada vez más activo y creciente, en la sociedad urbana.

Pero me parece también importante subrayar tanto la continuidad —de hecho y de fondo— de estos dos momentos como su diferenciación. De hecho, no se produce en ningún momento una ruptura, una decisión de cambiar de objeto de análisis, de pasar de una preocupación teórica a otra. El paso de un momento al otro tiene lugar como si fuera el efecto de la prolongación de uno en el otro. En *L'invention du social* me centro en describir las dos líneas que han transformado el Estado social clásico desde finales de los años sesenta: la reivindicación desde abajo de una mayor autonomía de los individuos y el mandato exigente desde arriba de la responsabilización de su comportamiento. Estas dos líneas han de converger para que el papel del Estado —como promotor de lo social, con objetivos de pacificación de la sociedad, de estabilización de la misma...— pase al de movilizador de la sociedad, en un doble sentido: el de volver a poner en movi-

miento a los individuos y el de valorización de lo colectivo, de su función unificadora frente a la globalización. Se trata de una llamada a la formación de lo que he denominado «Estado animador» —en vez del Estado social clásico— que se sale de la mera compensación de lo social para ir hacia otro, en el que esta definición de social se denominará, posteriormente, de activación y de producción de cohesión social.

Al leer el capítulo final de *L'invention du social* fue cuando un responsable de las comisiones —que darían lugar a la política de la ciudad— me dijo: «¡Un Estado animador! ¡Eso es exactamente lo que tratamos de hacer! ¡Venga usted a verlo! A principios de los años ochenta había tres comisiones que se reunían en el mismo edificio: la comisión dirigida por Hubert Dubedout para el desarrollo social de los barrios; la comisión de Gilbert Bonnemaïson para la seguridad y prevención en esos mismos barrios de vivienda social; y, por último, la comisión de Bertrand Schwarz para la inserción socioprofesional de los jóvenes. Respondí a la oferta con entusiasmo porque no me daba la impresión de que me alejara de mi temática de lo social, puesto que esta política —llamada de «la ciudad»— se presentaba como una nueva política de lo social, que se iba a encargar de resolver los problemas de exclusión de las poblaciones de los suburbios que, precisamente, las políticas sociales clásicas no conseguían afrontar: trabajo social, vivienda social y protección social. Así, el análisis de lo urbano se fue instalando progresivamente en el campo de mis preocupaciones, como una manera de contemplar las deficiencias de las políticas sociales clásicas.

En el fondo también, porque la continuidad de los dos momentos no es solo de objetivo sino también de problemática. Ambos afrontan la misma cuestión, pero la plantean en contextos diferentes. Una cuestión que se podría resumir así: ¿cómo conseguir que persista la democracia y a la vez contener las tendencias que, desde su origen, conducen a su aniquilación con la ayuda de fórmulas dictatoriales o populistas? En un primer momento —el que corresponde a la emergencia de lo social— el peligro que más amenazaba la

vida democrática era la intensidad de los enfrentamientos en el terreno de la producción. En el segundo —el que emergió hace unos cuarenta años con la mundialización— las amenazas a la vida democrática procedían con mayor claridad de las lógicas de segregación de la sociedad que han surgido por las disociaciones que afectan cada vez con mayor claridad al tejido urbano. Así, hay lugares en los que vive la población que son el resultado de la globalización por abajo (los migrantes en las ciudades sociales de Francia). Estos migrantes de lejanía viven distanciados de la llamada «clase creativa», la de la globalización por arriba, que ocupa los espacios centrales y pericentrales de las metrópolis. Pero estas dos categorías siguen siendo ajenas a los habitantes de los pueblos y de las pequeñas o medianas ciudades, que se consideran desconectadas de las oportunidades de la ciudad; rechazadas por la clase creativa; e invisibles para una acción pública que se preocupa únicamente por la propensión de los jóvenes migrantes a los disturbios en sus barriadas: es decir, lo que he llamado «la ciudad a tres velocidades». Así como, en un primer momento, la lucha contra la tentación populista pasó por la institución de una ciudadanía social, que ofrecía derechos protectores contra las vicisitudes de la vida y de la economía, esta respuesta demostró, en un segundo momento, que era insuficiente e inadaptada, y que precisaba añadir una fórmula de ciudadanía urbana que hiciera posible la travesía entre los mundos urbanos diferentes y su adaptación.

—En 1977 publicó *La policía de las familias, una genealogía tremendamente influyente en las décadas siguientes acerca del surgimiento progresivo de dispositivos de ordenación de la vida familiar a través de discursos, normas e instituciones sobre la crianza, la educación de los niños, las relaciones conyugales, la economía familiar... La asistencia social surge precisamente como mecanismo de moralización y normalización a través de las ideas de contrato (exigencia de contraprestación en las ayudas económicas a los pobres) y de tutela. Pese a que esa tec-*

nología encuentra su declive con la extensión del psicoanálisis —liberador en lugar de disciplinador—, lo cierto es que en el Trabajo Social parecieran persistir las lógicas asistenciales hasta nuestros días. ¿Qué observa en el devenir del Trabajo Social y demás profesiones de lo social? ¿El neoliberalismo ha introducido elementos nuevos en estas profesiones o simplemente ha reactualizado las viejas técnicas liberales?

—En *La police des familles* quería demostrar cómo pasaba la familia del estatus de sujeto de gobierno al de medio de gobierno. Sujeto de gobierno: es lo que era bajo el Antiguo Régimen, cuando el padre ejercía una autoridad tutelar sobre cada uno de sus miembros. Al tener hijos cumplía con lo esencial de su deber: aportar nuevos sujetos al rey. Cumplir con este deber le otorgaba ciertos derechos: una autoridad legítima, cuanto menos, sobre todos los miembros de su familia. Podía pedir al rey el encarcelamiento de este o de aquellos que amenazaran su honor. Con la democratización del poder central en el siglo XIX, este poder del padre era cada vez más sospechoso de arbitrariedad y de servir para deshacerse de bocas inútiles, ya sea dejando a sus hijos vagabundear con riesgo de sus vidas, ya sea colocándolos abusivamente en las estructuras de asistencia o de punición. La familia se puede ver incriminada por este derecho abusivo del padre; pero a la vez se encuentra valorada como un recurso a través de la madre, percibida como un relevo para las normas médicas y de higiene que aseguren una buena educación de los hijos.

La articulación de estas dos estrategias —incriminación y valorización— permite, por lo tanto, que la familia se convierta en un medio de gobierno, y le invita a combinar los consejos morales procedentes de la incriminación —aquellos que permitían escapar de la sospecha de negligencia culpable y de abandono— con las normas educativas y de higiene —asociadas a la valoración de la familia como un recurso— pasando por el médico y el profesor. Cuando la familia asume bien este orden moral y los consejos de higiene, es como si la sociedad firmase con ella el contrato que la convierte en un recurso posi-

tivo. Aumenta su autonomía y la de sus miembros, por el bien de cada uno de ellos en particular y de la sociedad en general. Si no se preocupa por mantener su autonomía financiera a través del ahorro o si se muestra negligente con las normas sanitarias y educativas, perjudica a sus hijos y justifica que se les ponga bajo tutela, la pérdida de autoridad del padre y la asistencia educativa de la madre. Por lo tanto, esta amenaza de tutela es la que les recuerda a los padres las condiciones de su autonomía: el respeto del contrato que han suscrito con la sociedad cuando forman una familia. Es o el respeto del contrato o la tutela bajo la autoridad del juez y por medio de los trabajadores sociales y los psiquiatras.

Desde que el neoliberalismo domina la gestión de las relaciones sociales, ¿sigue siendo válido este procedimiento, este chantaje por la tutela? Cuando se echa un vistazo a la literatura consagrada a la familia y a la gestión de sus comportamientos de las últimas décadas, se ven claramente estas dos líneas básicas: la de incriminación y la de valorización de la familia, aunque con sensibles matices entre ellas. La incriminación reaparece con el auge de la temática acerca de «la dimisión de los padres». Es decir, una manera de retomar la crítica de la propensión de las familias a dejar a sus hijos a la aventura. Pero ahora ya no se trata de no haberles educado por un abuso flagrante de su poder, sino más bien por la incapacidad de ejercer este poder, por la renuncia ante la dificultad que representa, porque no están suficientemente reconocidos por sus hijos, lo cuales preferirían frecuentar las bandas antes que su familia. La valorización de la familia también aflora, pero como si se disiparan un poco sus límites, puesto que se habla de «parentalidad» para designar un recurso tan insustituible como es el de la familia. Una manera de borrar la distinción entre padre y madre, pero también de ponerlos en el mismo plano que a los suegros, los abuelos, los homopadres, etc., y de incluirlos a todos ellos en las redes de escucha y apoyo para animar a los padres, de todo tipo, a recobrar la confianza y aconsejarles más que dictarles conductas basadas en normas precisas.

Entonces, ¿qué pasa con estos cambios de actitud respecto a los padres, de inflexión coyuntural o estructural de las prácticas del Trabajo Social? Cuando se observa la evolución de las prácticas de los trabajadores sociales en el campo de la familia se ve claramente que se trata de una preocupación explícita por reducir la dimensión tutelar en sus prácticas. En Francia, con la Ley de 2007 [relativa a la protección de la infancia], toda decisión relativa a la familia debe tomarse buscando el acuerdo con quien detenta la autoridad parental (varón, mujer o ambos). Los documentos que muestran estas decisiones deben ser el resultado de un contrato suscrito con la familia. La práctica judicial, que es la única capaz de privar a la familia de su autoridad, solo tiene una función que podríamos considerar «subsidiaria» para los casos en los que no se llega a ningún acuerdo. Pero, subsidiario, ¿significa residual o secundario? Está claro que la actuación de la justicia no se halla por encima de la acción preventiva de las familias, y se la asocia con algo más tangencial que vertical.

Pero esta consideración tangencial, ¿merma su función y la de tutela? Diríamos más bien que la discrecionalidad de la relación que mantienen los trabajadores sociales con la justicia les permite comportarse de manera más intrusiva, como si su intervención fuera solo producto de una solicitud horizontal. La voluntad declarada de que la dimensión contractual desempeñe su papel, de respetar la parte de autonomía de los padres por deficientes que sean a sus ojos en el desempeño de sus funciones, autoriza a los trabajadores sociales a ejercer una «suave» presión sobre ellos, haciendo ver cuánto desean valorar el papel de los padres y evitar, así, tener que recurrir a la dureza de las decisiones judiciales. De hecho, coloca a los padres en situación de aceptar las propuestas contractuales que se les hacen para no parecer como una gente brutal que rechaza deliberadamente una ayuda que, por otro lado, necesitan..., en interés de sus hijos y en el suyo propio. Tal rigidez se vuelve entonces contra ellos y se justifica el recurso a la intervención judicial. La autoridad judicial sale de la sombra en la que la

habíamos situado, como un remedio ante su mala voluntad, juzgada entonces como prueba de su necesidad y no como medida brutal y abusivamente negadora de los derechos de los padres. El contrato aparece, pues, como el modelo avanzado del complejo tutelar y no como una alternativa suya.

—*En el último capítulo de La invención de lo social sostenía la inevitabilidad del declive de lo social en su versión keynesiana debido al doble ataque que ha sufrido el Estado del Bienestar: tanto a nivel económico por una globalización que desdibuja el Estado nación (territorio propio de las políticas sociales redistributivas), como a nivel político por la doble crítica recibida desde la izquierda (mecanismo de control social) y desde la derecha (neoliberalismo que ve en el Estado social el debilitamiento del espíritu emprendedor). ¿Cree que guarda alguna relación este declive de las instituciones del bienestar con el auge del Frente Nacional en Francia? ¿Cómo ha operado la mutación ideológica del keynesianismo en forma de Estado Nacional del Bienestar? ¿Qué valoración hace hoy de las críticas antiinstitucionales del Estado Social procedentes de la izquierda de los años sesenta y su prolongación en la actualidad? ¿Cree que han reforzado involuntariamente el neoliberalismo o las corrientes neautoritarias?*

—La idea de un encadenamiento causal de las críticas (de izquierda y de derecha) del Estado Social clásico y el auge del Frente Nacional no es muy creíble. Hay que fijarse en que, en su periodo de emergencia (años 1980-1990), el Frente Nacional no se posicionó en absoluto como defensor del Estado social, sino más bien como denunciante de ¡sus excesos de bondad! Su fundador, Jean-Marie Le Pen, mostraba convicciones liberales clásicas, al amparo del poujadismo que defendía a los comerciantes contra los impuestos sobre el comercio. Para más inri, denunciaba al Estado social por su propensión a acudir en ayuda de los inmigrantes. Sólo con la «desdemonización» del Frente Nacional, en los años 2000 cuando su hija, Marine Le Pen sustituyó a su padre, este partido se posicionó como defensor de los derechos sociales de los

trabajadores pobres (aumento del salario mínimo interprofesional (SMIC), disminución de la edad de jubilación) para distinguirse de la derecha, pero también sin perder su hostilidad contra los inmigrantes, que le diferenciaba de la izquierda. La fusión de los extremos, según el modelo de herradura, es típico del populismo, una manera de negar la necesidad del debate democrático entre la derecha y la izquierda en provecho de una identificación entre el pueblo y los elegidos, que pretenden encarnar, mostrándose lo más cercanos posible a esos temores y a caer en la tentación de contentarse con encontrar el chivo expiatorio de sus desgracias, antes que de deliberar, con la suficiente distancia respecto de los representados, que es lo que requiere la capacidad de discusión, de transacción entre partidos... Ya conocíamos esta lógica de fusión de los extremos desde el nacimiento del fascismo y del nazismo. La defensa del Estado social mediante el cierre de filas nacional (por lo tanto la idea de repliegue sobre la fórmula de ese Estado social planteado como solución para que todo siga igual) se extiende contra la globalización económica... y contra la globalización demográfica (la creciente llegada de migrantes a los países desarrollados).

Por lo tanto, se puede decir que el Frente Nacional se convierte en defensor de una cierta forma del Estado social: la de los años 1950-1960, cuando los intercambios comerciales internacionales eran débiles y los inmigrantes estaban destinados claramente a volver a sus países de origen una vez finalizado el trabajo para el que habían sido llamados... Pero precisamente porque esta forma del Estado social es cada vez más obsoleta, es por lo que hemos visto desarrollarse, desde principios de los años 1980, las líneas de transformación que tienen su origen en estas críticas izquierdistas y reformistas de los años 1970, que evoqué al final de *L'invention du social*, cuando me refería a la «movilización de la sociedad» para designar el efecto conjunto de estos dos tipos de críticas.

La movilización de la sociedad se refiere a dos preocupaciones: hacer que los individuos sean más móviles, que los asalariados y hacer que los empresarios sean capaces de

entenderse sobre los objetivos de la competitividad externa de lo que producen. Hacer que los individuos sean más móviles equivale a apoyarse en su aspiración a una mayor autonomía para adquirir una formación que les permita acceder a un empleo no tan anticuado como el que desempeñan antes que vivir de la mera prestación por desempleo. Es la función de la denominada «formación continua». Movilizar a los actores sociales es llevarlos a firmar contratos que permitan a las empresas hacer frente a situaciones en las que su competitividad se transforma rápidamente, antes que quedarse «bloqueadas» por unos derechos adquiridos e intangibles. Es pasar de lo «social de compensación», automático y pasivo en principio, a lo «social de competición» como podemos denominar a la nueva concepción que requiere el contexto de la globalización. No se trata en absoluto de cuestionar el principio del Estado social ni la cuantía del presupuesto necesario para que siga funcionando, que tampoco ha cesado de aumentar desde los «bellos años» (los Treinta Gloriosos, entre 1945 y 1975) del Estado social clásico. Se trata más bien de su reciclaje, de su adaptación al nuevo contexto.

Lo cierto es que, efectivamente, la dificultad del reciclaje del Estado social se paga en numerosos países europeos con un crecimiento rápido de los partidos populistas, que mezclan de manera desigual, según los lugares, fórmulas de extrema derecha y de extrema izquierda. Donde lo «social de competición» se desarrolla mejor es en los países del norte de Europa, porque el diálogo entre la derecha y la izquierda les ha llevado a evolucionar o a aliarse para llevar a cabo dichas mutaciones. En un contexto de crecimiento regulado, la alternancia permite pautar el ritmo de la redistribución social en relación a la inversión económica. En un contexto difícil como es el de la globalización, no se trata sólo de adaptar los gastos sino también el concepto de las políticas sociales, de su función. Esta adaptación es mucho más difícil cuando se trata de hacer eficaz lo social, ya sea para la competitividad económica, ya sea para contener las desigualdades sociales que tienden a aumentar por el comportamiento de los bancos,

que refuerzan el peso del patrimonio sobre el destino de los individuos. Así surge la necesidad de desarrollar políticas de igualdad de oportunidades y no sólo de redistribución y esto es así sobre todo por el impacto de las disgregaciones sociales, introducidas por la evolución de lo urbano.

—*Precisamente desde finales de la década de los ochenta, sus investigaciones han girado en torno a las políticas urbanas. ¿Cómo resumiría su intervención en este campo? ¿En qué consiste el concepto de «ciudadanía urbana» que ha propuesto? ¿Qué déficits o problemas detecta en las políticas urbanas europeas? ¿Hay algún aprendizaje importante que realizar de la experiencia norteamericana en ese sentido?*

—Se puede decir que la nueva cuestión urbana, que surge en los años 1980 en Europa del norte, prolonga y agrava la cuestión social clásica, la que irrumpió con la sociedad industrial en el siglo XIX. La cuestión social nació con la concentración en la ciudad de población atraída por los empleos industriales, y los enfrentamientos derivados de esta confluencia en un mismo espacio eran inevitables hasta el punto de que amenazaban el orden político o, incluso, la democracia incipiente. Ciertamente, los ricos, los pobres y las clases medias no vivían en los mismos barrios, pero se encontraban en los lugares de producción, aunque llegaran a distintos horarios. La ciudad, sus plazas y sus calles eran espacios donde podían manifestar sus males, tales numerosos desgraciados, espacios clave de la vida en común. La proximidad relativa de los barrios obreros y de clase media les permitía soñar a aquéllos que un día formarían parte de ésta.

Emerge una nueva cuestión urbana, a partir de los años 1980, con la deslocalización de los lugares de producción lejos de las grandes ciudades; bien por su traslado fuera del país, donde la mano de obra es más barata, o bien porque se instalan bastante lejos de la ciudad, allí donde los terrenos son más baratos y les convienen más a unas empresas de producción que necesitan una fuerte inversión en solares a cambio de un débil desem-

bolso. Los obreros y empleados se trasladan con esta deslocalización hacia el espacio periurbano más profundo, los pueblos, las ciudades pequeñas y medianas, con el aliciente añadido al precio del terreno de que podrán adquirir una vivienda individual y abandonar las viviendas sociales de la ciudad. Las grandes ciudades se convierten, entonces, en los lugares donde se establecen las firmas, con sus equipos de proyectos y todos los servicios cualificados, bancos, diseño, publicidad, etc.; mientras que los antiguos suburbios obreros se pueblan de migrantes y de pobres de las ciudades, destinados a proporcionar servicios poco cualificados, como el mantenimiento o la seguridad. El departamento del Seine Saint-Denis ilustra perfectamente esta evolución. Concebido en un principio para acoger la industria y a sus asalariados, sus antiguos locales de producción se han convertidos en naves de almacenamiento de productos previos a su distribución comercial por medio de los aeropuertos y las estaciones, mientras que las viviendas sociales se pueblan de migrantes a los que se invita a instalarse para evitar que queden vacías.

El resultado de esta evolución es una dispersión de la producción en el espacio periurbano profundo, allí donde se confunde con la producción agrícola y las actividades independientes con lazos débiles, una concentración de la clase creativa y globalizada en los barrios centrales de las grandes ciudades y la ocupación de las barriadas de vivienda social de los suburbios de las grandes ciudades por los migrantes (la globalización por abajo). Como consecuencia, se implanta la lógica de separación entre unos espacios desigualmente urbanos, que dejan de estar unidos por aquellos mecanismos de interdependencia directa que caracterizaban a las grandes manufacturas de la época industrial clásica. Cada mundo urbano vive de espaldas a los demás, sus habitantes sólo tienen un horizonte del que dependen y que les deja indiferentes respecto a los demás mundos, salvo en el caso de las manifestaciones de resentimiento. Pronto se pasa de la lógica de enfrentamiento —y de aspiración a la promoción social— a la de la separación y a la de la cultura en-

dogámica. Se ve claramente que el principio de la ciudadanía social, es decir, la garantía de la satisfacción de las necesidades elementales de cada individuo (alimento, vivienda, instrucción, trabajo) ya no basta para situarlos a todos en un plano de igualdad suficiente, puesto que la lógica de separación instituye mundos en los que la educación, la vivienda, el empleo —cuando lo hay— contribuyen más a esta separación de lo que consiguen frenarla. La necesidad de inventar una «ciudadanía urbana» surge por esta carencia del Estado social en sentido estricto. Con esta expresión, designo la necesidad de formar un mundo social unificado a partir de estos mundos distintos, de obrar de manera que la igualdad de oportunidades entre los individuos no desaparezca con la separación más o menos profunda de los mundos urbanos.

Frente a este desafío, los americanos tienen una experiencia más antigua. La guetización de las minorías étnicas, el desplazamiento de las actividades de producción hacia los suburbios, la gentrificación de los centros históricos, son tendencias de las ciudades americanas desde los años cincuenta. Han encontrado soluciones que, evidentemente, no son perfectas —se sabría— pero que tienen la ventaja de que son duraderas. Para luchar contra la guetización han desarrollado fórmulas que impulsan a los habitantes de los barrios desfavorecidos a construir corporaciones de desarrollo comunitario, que se convierten en interlocutores de los representantes metropolitanos con el mismo reconocimiento que los miembros elegidos de los barrios acomodados. Establecen vínculos metódicos entre las oportunidades del centro de la ciudad y las de esos barrios periféricos. De hecho, el espíritu de esas políticas, más que una fórmula institucional precisa, es lo que puede servir para inspirar las políticas europeas. Un espíritu que tiene el arte de «volver a poner en movimiento» a los habitantes de los barrios desfavorecidos, en vez de pretender imponer de manera voluntarista una diversidad social; de «armonizar los movimientos» que descomponen la ciudad de manera que éstos formen parte de un mismo conjunto y no de mundos separados.

Hay una diferencia de aproximación real entre la manera americana y la manera francesa de abordar la cuestión de la fragmentación social a través de las dinámicas urbanas, que se puede ilustrar por la manera como se trata la cuestión del «vínculo social» en ambos países. En Francia, el fallo del vínculo social significa que un individuo o un grupo pierden el contacto con las instituciones escolares, de ayuda social... Restablecer el vínculo social significa retomar el contacto entre los individuos y las instituciones. La política de la ciudad para ello ha inventado la fórmula de los «relevos»: adultos-relevo, padres-relevo, etc. En Estados Unidos, desde los trabajos de Mark Granovetter (1973) y los más recientes de Robert Putnam (2001), se distinguen dos clases de vínculos: los fuertes (los de proximidad, de la comunidad) y los débiles (los que se establecen a distancia y que aportan oportunidades). Es una manera de entender la separación de los grupos sociales, convirtiéndolos en una fuerza y no en una cárcel (*bonding capital* o capital cohesivo) y haciendo de la separación una ocasión para desarrollar voluntariamente los vínculos (los llamados débiles) con otros grupos más ricos (*bridging capital* o capital inclusivo) sabiendo que, al final, la fuerza de los vínculos débiles que conllevan oportunidades escolares, universitarias, profesionales, etc., descansa en la utilización de los vínculos fuertes (el apoyo que el entorno da a los individuos tentados por las oportunidades que se le presentan por la vía de los vínculos débiles). En esta mezcla de realismo y pragmatismo hay una manera de positivar a los grupos separados para que ayuden a sus miembros en los movimientos que les ofrece la ciudad y las redes de contactos que crea y que se diferencian profundamente del voluntarismo abstracto francés, que proclama la mezcla pero que solo la lleva a cabo de modo ficticio con la renovación urbana.

—¿Qué opinión le merece el efecto del conjunto de políticas públicas llevadas a cabo en los barrios pobres de los suburbios de las ciudades en el marco de la denominada «política de la ciudad»? ¿Qué papel ha des-

empeñado, por ejemplo, el acento puesto en la «participación ciudadana»? Finalmente, ¿cómo interpreta la radicalización islámica de una parte de los jóvenes de estos barrios?

—Para analizar el efecto de conjunto de esta política hacia las zonas urbanas desfavorecidas hay que distinguir varios niveles: el de los medios aportados (en financiación y personal), el del método (el tipo de relación que esta acción establece con los habitantes) y el del contexto (las guerras con y entre los países del Medio-Oriente y el auge de la radicalidad en el Islam, particularmente con la aparición del Estado Islámico o Daesh). Sus tres cuestiones (el efecto de conjunto, la participación ciudadana, la radicalización islámica de una parte de los jóvenes de las barriadas) tienen relación, de hecho, con cada uno de estos asuntos.

Los medios aportados tienen siempre un doble efecto: uno positivo, otro negativo. Cuando se trata de los medios en personal, en el campo de la educación, por ejemplo, el efecto positivo depende naturalmente de una mejora de la *ratio* profesor/alumno que permita un mejor encuadramiento de estos últimos. Pero este esfuerzo en personal, en las zonas llamadas «de educación prioritaria», va acompañado por un efecto de estigmatización social de estas escuelas que, en la práctica, empuja a algunas familias de clase media, que deberían mandar a ellas a sus hijos, a matricularlos en escuelas privadas, acabando por consiguiente con la poca diversidad social de la que se beneficiarían los alumnos de las escuelas públicas. El efecto negativo de esta asimilación de las zonas de educación prioritaria es el fracaso escolar, que ha llevado al extremo de querer salvar a los mejores alumnos, creando internados de excelencia fuera de dichos barrios.

Cuando se trata de los medios financieros, el programa de renovación urbana constituye, sin duda, el mayor esfuerzo. Consiste en la destrucción de una parte de las torres y los bloques que configuran estos barrios sociales para edificar en su lugar diversas fórmulas de vivienda, parte de ellas casas individuales que se ofrecen con la posibilidad de acceder a su propiedad. Es decir, una mane-

ra de atraer a las clases medias hacia estos barrios populares y de restablecer una diversidad social que se considera saludable para la imagen del barrio. Pero los renovadores se dan cuenta rápidamente de que si quieren atraer a estas clases medias, hay que construir casas individuales, a una distancia apropiada del barrio y disponer de una oferta de colegios a la misma y conveniente distancia... Sin duda, esta renovación urbana tiene también un efecto positivo para los habitantes, que es la instalación de líneas de tranvía que los conectan con la ciudad. Pero el acceso a las oportunidades de la ciudad no necesita sólo un vínculo físico con ella, sino también un vínculo social, los famosos vínculos débiles de los que hemos hablado anteriormente. Todo está entonces en función del cambio de actitud que se produzca o no, de la confianza que los habitantes depositan en esos vínculos.

Aumentar la confianza de los habitantes en ellos es, sin duda, el objetivo implícito de la llamada «participación ciudadana» que figura en el programa de esta política desde sus comienzos. Entonces ¿qué se puede decir de sus efectos? En un primer momento, durante los años 1980, esta política puso efectivamente el acento en los habitantes como medios para la acción. Constituían el recurso que podía permitir que las políticas públicas alcanzaran los mismos resultados que en otros barrios porque conocían mejor que los agentes de esas políticas las particularidades de la población de migrantes. Por lo tanto, bastaba con saber asociar a los habitantes a estas políticas para superar las dificultades con las que se tropezaba en estos barrios. Por ejemplo, era función de las administraciones de barrio atribuir a los habitantes el encargo de velar por el mantenimiento de los lugares y las pequeñas obras de reparación que había que hacer. Para ello, bastaba con formar a los jóvenes, formación que podía permitirles posteriormente encontrar trabajo fuera. Teoricé positivamente sobre esta primera fase de la política de la ciudad en *L'Etat animateur*, cuando explicaba que así se haría pasar la participación del registro clásico hasta entonces —de consulta que no compromete a los con-

sultados, según la fórmula clásica— a la implicación. Pero la persistencia de las revueltas condujo a los responsables a cambiar de orientación y a poner mayor énfasis en los medios del Estado y del mercado que en los medios de los habitantes: los del Estado a través del aumento de personal de los servicios públicos; los del mercado con la creación de zonas francas urbanas que exoneraban a los empleadores de cargas fiscales y sociales en los barrios más pobres; y también a través de la renovación urbana que introducía una oferta mercantil con la diversificación de la vivienda. Esta política intervencionista relegó a segundo plano la dimensión participativa. Y su vuelta reciente parece más retórica que efectiva, con los «consejos ciudadanos» (2015) y la evocación metódica del desarrollo del «poder de actuar» de los habitantes.

Para entender por qué la participación ciudadana está tan poco arraigada en Francia, hay que partir de la idea de que la participación tiene que ver con la capacidad de los prestatarios de la acción pública para situarse en un plano de igualdad con sus destinatarios. Esto no significa que los representantes deban cuestionarse su legitimidad ni los dirigentes de la Administración sus responsabilidades. Pero tienen que acostumbrarse a rendir cuentas de su acción y de las dificultades con las que se tropiezan; exponerlas también a la crítica de los interesados si quieren conseguir que se impliquen. Esta práctica del *accountability* parece literalmente impracticable en Francia, porque se vive siempre como un cuestionamiento de la legitimidad de los responsables y no como una condición para la eficacia de la acción.

Sin duda, la dificultad de la acción pública para resultar efectiva en la gestión de los barrios más pobres y más poblados de migrantes explica, en parte, el aumento del radicalismo islámico. Desde mediados de los años 1990 asistimos al aumento espectacular de costumbres y vestimentas de los países de origen, a la vez que la política se preocupa menos por ayudar a la gente de los barrios donde viven, que por sumirlos en la invisibilidad en el resto de la ciudad. Pero la radicalización claramente obtiene su legitimización

en las estructuras terroristas que se instalan en el Medio-Oriente y en África, allí donde la rabia contra Occidente se traduce en deseos de revancha en nombre del Islam, esta última figura del monoteísmo que se vio relegada a un pasado extinto. La radicalidad islámica se desarrolla cuando los decepcionados de la inmigración se encuentran con los frustrados de la historia. Estos frustrados se encuentran siempre entre la segunda generación de migrantes: los que no han desplegado su energía para llegar y poder conseguir un empleo como una oportunidad accesible. Se han criado en una sociedad en la que entienden que sus oportunidades no son las mismas que las de otros jóvenes. Viven su marca de origen como una infamia y su viraje contra esta sociedad como una identidad por la que están dispuestos a morir.

—*Hace algunos años se mostraba usted muy crítico con la incapacidad de la izquierda para idear una gobernabilidad de izquierdas capaz de oponerse a las técnicas de gobierno neoliberales. ¿Cómo imagina, a través de qué manifestaciones concretas, esta propuesta? ¿Ha cambiado en algo la situación en los últimos años? ¿Cree que la crisis está poniendo en marcha una reacción antimerkantilizadora más positiva?*

—La idea de una gobernabilidad de izquierdas e incluso de un neoliberalismo de izquierdas, como alternativa a la versión derechista que se impuso a principios de los años 1980 con Reagan y Thatcher, la sugirió Michel Foucault, y le llevó a discutir de ello con Michel Rocard (que encarnaba en Francia la neosocialdemocracia), en oposición a François Mitterand, que encarnaba más bien un paleosocialismo.

Todo partió de la lectura que Michel Foucault propuso, en su curso en el Collège de France, sobre el neoliberalismo, tal y como aparece con la Escuela de Friburg, en Alemania, durante el periodo entreguerras. Demostraba que la idea neoliberal surgió como reacción contra las decepciones que trajo consigo la única lógica de mercado, según Adam Smith, para quien la mano invisible del mercado debía permitir satisfacer todas las

necesidades que engendraba. Los objetos cada vez más deseados en la oferta del mercado veían aumentar su precio hasta convertirlos en inaccesibles. Y este mismo auge motivaba a los productores a producir cada vez más, hasta que los precios bajaran lo suficiente como para satisfacer a los consumidores. Pero la teoría de Smith se vio contradicha por el desvío creciente de la demanda hacia el Estado para satisfacer las necesidades generadas por el mercado. Esta expectativa creciente del papel del Estado originaba sus versiones fascistas y comunistas, que negaban las libertades. Si se quería evitar esto —dijeron los neoliberales— había que pensar en el papel del Estado como apoyo a la competencia y no como organizador de la producción. Esto significaba que, en el plano material, tenía que facilitar los intercambios, desarrollando las estructuras de transporte, por ejemplo, y en el plano social, limitar su papel a la lucha contra la exclusión, en la medida en que ésta lleva a un gran número de individuos a situarse fuera de la competencia y a una pérdida consiguiente de mercado.

La versión de izquierdas de este neoliberalismo es la neosocialdemocracia que, en Alemania, se ha plasmado con la política de Schröder; en el Reino Unido con la de Tony Blair; y en Estados Unidos en la de Bill Clinton. A diferencia de las políticas socialdemócratas clásicas, que aumentaban las rentas y sobre todo la protección estatutaria de los asalariados, estas nuevas políticas difuminan los estatutos para evitar el autobloqueo ante situaciones sin salida, y sobre todo hacen de la lucha contra la exclusión no ya el residuo de las políticas sociales, sino el soporte sobre el cual debe operarse su reciclaje, su adaptación a la globalización. Lo cierto es que esta neosocialdemocracia, aunque obtuvo buenos resultados en términos de dinámica socioeconómica global en estos países, no ha puesto fin al aumento de las desigualdades que comenzó a principios de los años 1980. Acompañó la entrada de las democracias en la globalización económica sin aportar una perspectiva clara de unificación política de las sociedades. Igual que los enfrentamientos en la esfera de la producción permitían

que el Estado fuera el árbitro a escala nacional, así también la lógica de separación, que afecta las sociedades contemporáneas, sigue manteniendo las desigualdades y no les pone remedio.

—Entonces ¿qué evaluación hace usted de los intentos de repensar en la reconstitución del vínculo social y de la igualdad a través de la idea de los bienes comunes (Ostrom) o de lo común (Laval y Dardot)? ¿Cree que constituye una alternativa al comunitarismo republicano con el que ha sido tan crítico en numerosas ocasiones?

—La cuestión de lo común merece plantearse precisamente en relación con esta lógica de separación que afecta a los espacios sociales de las sociedades desarrolladas a partir de los años 1980. Hasta entonces, a las sociedades les afectaba un solo movimiento: el que conducía a los habitantes de los pueblos hacia la ciudad atraídos por las oportunidades de empleo que ofrecía la industrialización. El reto principal de las políticas era contener los perjuicios de esta atracción: una concentración excesiva en el espacio urbano, una confrontación entre ricos y pobres que desembocaba en revueltas que ponían en peligro el régimen democrático. Las barriadas sociales en los márgenes de las ciudades se construyeron para reducir los riesgos de esta confrontación, para desconectarlas lo mejor posible.

Este movimiento sigue así desde los años 1980, pero ahora tiene que ver sobre todo con minorías étnicas que llegaron de lugares lejanos para poblar unas barriadas sociales que las clases populares autóctonas habían abandonado para convertirse en una clase que consideraban media, incluso aunque por profesión fueran clase obrera, y disfrutaban de una vivienda individual en un espacio rural donde la tierra costaba menos.

A este movimiento del pueblo a la ciudad se han añadido otros dos: el primero, de la ciudad al pueblo con la marcha de las empresas de producción hacia ciudades pequeñas y medianas o pueblos; pero también con la reconquista de los pueblos por las clases acomodadas, por los jubilados o por los verane-

antes, motivada por el «entretenimiento campesino» que encuentran: el paisaje, una sociabilidad dulce... Este movimiento, lento en los años 1980, se ha acelerado e incluso convierte al pueblo en un lugar al que escapar de los inconvenientes de la ciudad, en término de costes y molestias, aunque sea a cambio de un salario más bajo. También está el movimiento que conduce de la ciudad a la ciudad y que tiene que ver con la famosa clase creativa, que dará un cierto tono a la vida de la ciudad por su juventud, su cultura, su tolerancia y su manera de conectar con otras gentes llegadas de otras ciudades lejanas o dispuestas a llegar a éstas para poner en práctica sus talentos. Estos movimientos llevan a una lógica de separación de la sociedad en razón de los mundos propios que forman e inducen un tipo de repliegue, voluntario o no, de sus miembros. Un repliegarse que no impide que existan una hostilidad sorda o violenta de comunicación entre ellos. El populismo, con el voto del Frente Nacional en Francia es el producto de esta «Francia periférica» (expresión de Christophe Guilluy que se ha convertido en el heraldo de esta población), la de los pueblos, de las ciudades pequeñas y medianas, desconectadas de la metrópolis donde viven los beneficiarios de la globalización (la clase creativa sin espíritu nacional y la de los migrantes pobres que vienen a aprovecharse de algunas riquezas de las que se ven privados improvisamente los autóctonos). Pero, por su lado, las revueltas de los suburbios son también una manera de afirmarse de este mundo relegado, que rechaza la irrupción de la policía y el orden que quiere imponerles. La hostilidad puede ir más lejos, como se vio con esos jóvenes terroristas procedentes en su mayoría del barrio de Mollenbeek que atacaron a los espectadores del Bataclan, esa meca parisina de la joven clase creativa.

¿Cómo plantear la cuestión de lo común entre mundos que se definen por maneras diferentes de vivir la globalización (por arriba, por abajo, de lado)? Cómo... si no por el hecho de que, incluso cuando ocupan una región entera, se definen por su relación con la metrópolis que gobierna esa región. Es ella quien acomuna, porque alrededor de ella, en

relación con ella es como se organizan los diferentes movimientos que componen la población de esta entidad de fronteras forzosamente difuminadas. Ella es la que establece el punto de referencia de cada una de estas poblaciones, el medio que las asocia para la acción política. Pero, ¿en nombre de qué se establece esta asociación? ¿En nombre de la fórmula francesa del interés general? Por su abstracción, esta no puede conducir más que a proclamar la igualdad de los territorios que, si se toma al pie de la letra, viene a negar las razones por las que estos mundos mantienen cada uno su originalidad, sus propias preocupaciones. Los barrios de migrantes son espacios-trampolín para sus miembros. Deben encontrar allí el medio de infundirse fuerzas mutuamente para llegar y para después salir a la conquista de las oportunidades de la ciudad. Los pueblos urbanizados son lugares a

los que se puede llegar para escapar del ruido y del furor de la ciudad, gozar del paisaje campestre sin perder el contacto con las oportunidades del centro. La ciudad-pueblo de la clase creativa debe permitirles multiplicar los encuentros a la vez que les ofrecen las máximas facilidades de movimiento con otras ciudades del mundo. Esta división existencial del espacio reposa, en fin, en el reparto de las oportunidades de la ciudad-centro. Pero es un reparto que no puede pensarse como una distribución igualitaria, habida cuenta de las especificidades de cada uno de estos mundos urbanos. Por ello se necesita una asociación voluntaria de cada uno de los representantes para debatir sobre los contenidos y las formas que ha de poseer este común. La búsqueda del bien común supone el arte de acompañar los movimientos para que produzcan una pieza lo más armoniosa posible.